

SYNDICATS NATIONAUX de l'INSEE

CGT, CFDT, CGT-FO, SUD

Compte rendu réunion GT statut enquêteurs du 17 janvier 2012

Étaient présent-e-s :

Des enquêtrices et enquêteurs de Midi Pyrénées Basse-Normandie, Rhône-Alpes, Ile de France, Lorraine
Pour les OS : CGT, SUD, CFDT, CGT-FO, CGC.

Pour la direction : la secrétaire générale de l'Insee - les deux missionnaires statut, le chef de l'UMS, le chef de CAEMC.

Cette rencontre s'est déroulée quelques jours après une intervention au comité Technique ministériel à Bercy le 13 janvier de l'intersyndicale. Nous y avons alerté le secrétariat général du ministère de l'urgence à traiter la situation.

La direction a tout d'abord demandé des éléments concernant les modalités de la grève ménage. Nous avons indiqué que deux enquêtes, EEC et Loyers et Charges, étaient concernées nationalement, avec des variations selon les décisions collectives prises dans les réseaux régionaux, et que la décision d'étendre (ou non) à d'autres enquêtes serait prise au vu de la réunion.

Nous demandons à nouveau le paiement du travail des enquêtrices et enquêteurs qui participent à ce GT : en effet, ils ne sont toujours payés qu'à la hauteur d'une demi-journée de formation (32€ !!!) lorsqu'ils viennent à Paris. Pourtant, avec la préparation nécessaire cela leur prend 2 jours pleins. On ne compte pas le temps passé au travail personnel, contacts avec d'autres collègues...c'est du vrai bénévolat de leur part.

La direction accepte le paiement de 2 journées de formation pour les réunions du GT.

Cette première avancée sur une revendication ancienne a été significative d'une attitude très différente de la direction. Pour la première fois, nous avons pu exposer nos revendications sans essayer refus et mépris de la part de nos interlocuteurs.

Nous l'analysons comme le résultat du mouvement –très suivi et repris par la presse- et du soutien déterminé de nos fédérations syndicales des Finances au niveau de Bercy.

Loi Sauvadet (accords Tron sur la résorption de la précarité dans la fonction publique) et calage avec le calendrier du nouveau statut enquêteurs

La loi sera soumise rapidement au sénat et à l'assemblée nationale. Le secrétaire général de Bercy a annoncé lors du Comité Technique du 13 janvier, que les enquêtrices et enquêteurs Insee sont bien éligibles au dispositif, mais que, bien que certains éléments issus de l'accord de mars 2011 (ancienneté nécessaire pour la CDIisation par exemple) aient d'ores et déjà été intégrés dans la circulaire Insee, il n'y aura pas cumul des deux dispositifs.

Nous demandons qu'une simulation soit réalisée dès que possible afin de connaître ce que pourraient être les modalités d'application de la loi aux enquêtrices et enquêteurs.

Mais nous demandons également que nos négociations ne soient pas soumises au calendrier parlementaire : un mouvement de grève est en cours, qui pour certain-e-s dure depuis plus de 2 mois. Nous demandons donc un calendrier de négociations resserré, concernant la partie salariale. En deuxième partie de réunion la direction répond favorablement : deux dates sont données : les vendredi 27 janvier et 3 février.

Réflexion sur les changements organisationnels

Nous enchainons avec des demandes sur les travaux en cours, concernant les changements d'organisation du travail. Nous demandons que les enquêtrices, enquêteurs, agents des Dem, Sar, informaticiens et toute la chaîne de conception des enquêtes soient associés à ces travaux.

Une discussion s'en est suivie sur la nécessité de mettre en place rapidement ou non certains de ces groupes (ex méthodes et calendriers d'échantillonnage, conséquences sur les calendriers d'enquêtes).

Pour notre part, nous avons insisté sur l'impatience et les interrogations des agents des Dem, des Sar, sur l'organisation future du travail. Ces agents doivent être associés pour la construction des futures méthodes de travail et pour la période transitoire de mise en place des nouveaux contrats.

Nous demandons qu'une présentation soit faite aux organisations syndicales des travaux actuellement en cours. La direction répond d'accord.

Nous demandons également que des RAE soient convoquées spécialement sur le sujet, suffisamment longtemps avant les dates envisagées pour les propositions de contrats.

Examen des nouvelles propositions de la direction

Nous signalons les points positifs par rapport à la version de novembre:

- une introduction a été ajoutée, qui valorise la complexité du travail d'enquêteur;
- des phrases prêtant à confusion ont été retirées (modification de la quotité, notion de service fait)
- l'obtention de 3 trimestres de retraite, validant une année d'ancienneté;
- une évolution favorable même si non encore suffisante pour les conditions de passage à la catégorie 1 : 18 ans au lieu de 25 ans pour la période transitoire, et 12 ans au lieu de 15 pour la période courante.

Puis nous passons aux points de désaccord ou dont le traitement nous semble incomplet :

Enquêtrices et enquêteurs ayant moins de 9 feuilles de paie dans l'année

Tout le reste des analyses que nous ferons portera sur les enquêtrices et enquêteurs ayant 9 feuilles de paie ou plus dans l'année.

Nous estimons que les autres (environ 200 enquêtrices et enquêteurs) doivent également voir leur situation étudiée : en particulier, comme ils n'auront vraisemblablement pas droit à la CDIisation, leur rémunération sera calée sur le Smic. Leur quotité de travail devrait également être plus faible que celle de leurs collègues ayant plus de 9 fiches de paie. Il est donc probable que la comparaison du salaire avant-après, leur sera plus fréquemment défavorable.

La direction répond OK pour étudier leur cas.

Reclassements, durées d'échelon

Le classement, ou reclassement, sont la détermination du placement dans la grille, à tel ou tel échelon. On parle de classement lorsqu'on doit être placé dans une grille pour la première fois, et de reclassement lorsqu'on était déjà positionné sur une grille, et que des règles sont nécessaires pour déterminer quelles anciennetés acquises pour l'ancienne, seront prises en compte dans la nouvelle. On parle aussi de reclassement lorsqu'il faut se placer sur la grille de la catégorie 1 (ex : à quel échelon se situe une enquêtrice ayant 20 ans d'ancienneté?).

Après une courte discussion la direction est d'accord pour rédiger une fiche technique avec des exemples.

Nous abordons le sujet des quotités de travail inférieures à 50 % :

- les durées d'échelon, et donc d'avancement dans la grille de rémunération sont ralenties dans ce cas (décret 86-83).
- nous demandons confirmation que pour le calcul de l'ancienneté, les quotités faibles de travail n'entreront pas en jeu. la direction confirme : quelles que soient les quotités de travail, ce sont les justificatifs qu'un travail a été effectué qui compteront, pas la quantité de travail. Idem pour le calcul des reclassements.

La question d'un plancher à 30 % est reposée : la direction dit OK.

Nous redemandons qu'à l'instar de ce qui se fait pour les fonctionnaires, les nouveaux enquêteurs puissent voir reconnue leur ancienneté dans le public ou dans le privé, pour leur emploi précédent. La direction répond négativement.

Compte tenu des activités particulières requises pour la catégorie 1 (formations, etc.), nous demandons qu'il puisse éventuellement être possible à un enquêteur de refuser d'y accéder ou de se voir dispenser de certaines de ces fonctions.

Rémunération – grille

C'est le point le plus conflictuel. Nous présentons nos revendications (papier remis en fin de séance).

Éléments revendicatifs pour les propositions salariales des enquêtrices et enquêteurs

Nous avons étudié avec attention les documents que vous nous avez transmis pour la réunion du 17 janvier.

Au vu des données chiffrées, voici des propositions en vue de faciliter les discussions et d'aboutir à un accord.

Nos propositions ne sont pas une surenchère sur les propositions mises sur la table par la direction de l'Insee mais des conditions nécessaires à une proposition rationnelle, permettant de résoudre les problèmes identifiés.

Nous avons isolé plusieurs problèmes de fond qui doivent être résolus pour que la grille salariale appliquée aux enquêtrices et enquêteurs et les mesures financières mises en œuvre pendant la période transitoire n'aboutissent pas à des injustices.

En effet, plusieurs « populations » d'enquêtrices et enquêteurs seraient concernées par des indemnités compensatrices manifestement trop importantes générant le gel de rémunération pendant une très longue durée.

Reste à étudier dès que les données sur les temps de trajet seront disponibles : les Dom, les enquêtrices et enquêteurs travaillant en transports en commun ou à pied.

Voici nos propositions :

1-Pour toutes et tous, prendre la rémunération des titulaires C de l'Insee pour référence :

Nous demandons :

- l'augmentation de tous les échelons de la grille de 25 points d'indice, soit 100 € net mensuel pour un temps plein.
- l'allocation d'une indemnité « agent isolé », fixe quels que soient l'échelon et la quotité, afin de tenir compte de la particularité et l'isolement du travail d'enquêteur (bureau au domicile, véhicule personnel utilisé...) de 2 000€ par an, soit 137 € net mensuel.

A noter que la non proratisation de l'indemnité « d'agent isolé » est nécessaire du fait du nombre important d'enquêtrices et enquêteurs « perdant-e-s » mais ayant une faible quotité (la faiblesse de la quotité imposerait une augmentation de la grille trop importante).

Rappelons que la proposition actuelle aboutit à ce qu'une enquêtrice, embauchée à temps plein, mettrait 18 ans avant d'atteindre le niveau de salaire+prime d'un agent Pacte à l'embauche !

Rappelons enfin que la différence, à chaque échelon entre un agent C et un agent enquêteur est d'environ 230 €.

2- Réexamen du cas particulier des enquêtrices et enquêteurs prix

Nous demandons la bonification de la quotité de travail de 10 points.

Le nouveau statut est construit sur l'intégration du temps de trajet dans le temps de travail. Mécaniquement, celles et ceux qui ont un faible nombre de kilomètres ne bénéficient pas de cette mesure. Or les enquêtrices et enquêteurs prix, avec un faible nombre de jours de travail et donc de trajets, sont dans ce cas.

2 bis- réajustement pour les « perdant-e-s des kilomètres »

Nous demandons la bonification de la quotité de travail de 10 points.

De même que pour les enquêtrices et enquêteurs prix, certains enquêteurs ne tirent pas bénéfice de du nouveau modèle, prenant en compte les temps de trajet : celles et ceux qui ont peu de kilomètres, qui réalisent des enquêtes par téléphone...

3-pour les enquêtrices et enquêteurs ayant une forte quotité de travail (>100 %)

Nous demandons le reclassement dans la grille à un indice permettant de conserver la rémunération antérieure.

Par analogie à ce qui existe déjà dans la fonction publique où des agents venant d'une autre administration sont reclassés afin de ne pas être déclassés. Ils peuvent dérouler la carrière dès leur reclassement (ex : France Télécom)

La mise en place d'éléments prenant en compte ces quatre problèmes est de nature à résoudre l'essentiel des questions qui relèvent d'un traitement collectif des difficultés restantes à lever.

Nous en appelons solennellement à la responsabilité de la direction de l'Insee, et si nécessaire à l'aide du Ministère, pour que l'accord qu'il convient de conclure maintenant place les enquêtrices et enquêteurs dans une situation équivalente aux autres personnels de la fonction publique.

Ces propositions ne répondent pas à des revendications générales. Elles visent simplement à donner un statut et une rémunération convenables à ces personnels.

La direction répond qu'elle va les étudier.

Nous demandons également une fiche technique sur les cotisations. En effet, dans la présentation de cas anonymisés, le montant « base de cotisations » ne semble pas cohérent avec les autres sommes présentées (rémunération brute, frais d'approche). La direction répond OK.

Stabilisation de la charge de travail – années de référence

Nous revenons sur ce point conflictuel : les attributions d'enquêtes ont pu baisser arbitrairement pour certains enquêteurs (voire des réseaux régionaux entiers), au fil des années, pour lisser la charge totale, ou du fait d'embauches. Nous demandons donc qu'ils ne soient pas lésés au moment de la détermination de la quotité de travail : nous voulons les 2 meilleures années sur 2008-2009-2010-2011.

La direction refuse, elle ne veut prendre que les années 2010 et 2011. Elle accepte cependant d'examiner les situations d'agents qui auraient été concernés par des arrêts maladie ou au cours de la période de référence.

Nous rappelons que les engagements de la direction au sujet de la charge de travail ne sont pas effectifs : pas ou très peu de concertation avec les enquêtrices et enquêteurs en réunion syndicats direction, comme nous l'avions demandé.

Pour les prix, la direction accepte de mettre en place une stabilisation mensuelle du salaire effective lorsque la grève aura cessé : c'est-à-dire, pas de changement de contrat, mais tout simplement la stabilisation de la paie puisque la tournée l'est aussi. Cette mise en place pourra prendre un peu de temps (modifications de la chaîne de traitement nécessaires). Ce serait un soulagement pour les enquêtrices qui réclament la mensualisation depuis 1997, mais aussi pour les agents des bureaux de prix, les agents qui calculent la paie, etc.

Nous demandons que des éléments concrets soient transmis avant ou lors de la négociation du 27 janvier afin de voir si le travail est bien mis en route : liste de situations, de relevés...

Sur-rémunération DOM

Nous contestons toujours l'utilisation détournée qui est faite de la sur-rémunération. Elle doit s'appliquer, comme pour tous les agents publics, uniquement lorsque le salaire de base est finalisé (donc éventuellement avec différentielle dans ce cas).

Rappelons qu'avec la méthode de la direction, 27 enquêtrices et enquêteurs des DOM supplémentaires sont perdants.

La Direction veut détourner la législation spécifique des DOM comme outil de compensation salariale : inadmissible !!

Supervision du recensement

Nous demandons la prise en compte de la supervision dans le calcul de la quotité et de l'ancienneté.

La direction répond OK.

Nous demandons que ce travail soit compatible avec le contrat d'enquêteurs, de même que la supervision est possible pour les agents de l'Insee. La direction remet sa réponse à plus tard.

Rappelons qu'à l'heure actuelle seule une dizaine d'enquêteurs sont superviseurs.

Calendrier

GT statut à Paris le matin : 27 janvier et 3 février

A Paris, le 18 janvier 2012